

# ZOOMMED



LE RÉSEAU DE COMMUNICATION DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ AU SERVICE DU PATIENT

## RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Ce rapport de gestion explique les états consolidés intermédiaires du résultat net et global, les variations de la situation financière et des flux de trésorerie consolidés de ZoomMed inc. pour les périodes de trois mois closes le 31 août 2013 et le 31 août 2012. Il doit être lu dans le contexte de l'information fournie par les états financiers non audités et consolidés et par les notes y afférentes aux 31 août 2013 et 31 août 2012. De plus, certains résultats d'opération, variations de la situation financière et flux de trésorerie sont comparés avec les données de l'exercice financier clos le 31 mai 2013.

Cette analyse de la direction a été complétée en fonction des informations disponibles au 25 octobre 2013. Cette analyse reflète la situation financière de ZoomMed inc. et ses filiales (la « société »).

Toutes les données financières contenues dans cette analyse ont été dressées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion peut contenir des informations et des déclarations, de nature prospective, relatives à la performance future de la société. Ces déclarations sont effectuées sur la base de suppositions et d'incertitudes ainsi que sur la meilleure évaluation possible des événements futurs par la direction. Ainsi, les lecteurs sont avisés que les résultats réels peuvent être différents des résultats anticipés.

Ce rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires ont été soumis au comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration.

## DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

ZoomMed inc. (« ZoomMed ») a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

ZoomMed inc. et ses filiales (la « société ») se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications informatiques destinées aux professionnels de la santé.

La société a développé le « Prescripteur ZRx », une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins d'utiliser un appareil sans fil, tel que les iPhone™, iPad™, Google Android™ ou ordinateurs, pour générer rapidement des prescriptions. Puisqu'il est un produit autonome, il peut être facilement intégré à n'importe quelle application de Dossier Médical Électronique (DMÉ).

Le réseau de communication ZoomMed est une plateforme d'échange d'informations cliniques entre les médecins et l'ensemble des autres intervenants du secteur de la santé, tels que les pharmaciens, spécialistes, compagnies pharmaceutiques, laboratoires, cliniques spécialisées et autres. L'amélioration de la communication et de la gestion qui s'ensuit rehausse l'efficacité du système de soins de santé et permet aux patients d'obtenir un service plus rapide et plus sécuritaire.

La société offre « PraxisLab » un nouveau logiciel de gestion de laboratoire qui améliore tous les aspects de la préparation des ordonnances et de la gestion complète des dossiers patients des pharmaciens. PraxisLab utilise les protocoles et les normes informatiques les plus récents.

La société détient 50 % des actions votantes et participantes dans la coentreprise américaine EvEMR inc. qui commercialise, à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale. Ce DMÉ propose une solution simplifiée pour classer et catégoriser les critères diagnostiques et recherches statistiques des troubles mentaux spécifiques du DSM-5, (Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux), un outil d'aide à la décision clinique basé sur les lignes directrices en psychiatrie et produit du matériel éducatif pour les patients, directement au point de services. Il s'agit d'un produit modulaire construit autour d'un générateur intelligent de notes-cliniques. De plus, cette coentreprise a acquis une licence exclusive concernant les droits de distribution du Prescripteur ZRx aux États-Unis.

De plus, depuis le 23 octobre 2012, la société détient 50 % des actions votantes et participantes dans la coentreprise EvEMR International qui a été mise sur pied pour la distribution des produits s'adressant aux professionnels en soins de santé comportementale à travers le monde.

Les actions ordinaires de ZoomMed inc. se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

L'adresse du siège social de la société est 6300 rue Auteuil, bureau 121, Brossard, Québec, Canada, J4Z 3P2.

## RÉSULTAT NET ET GLOBAL

### INFORMATIONS TRIMESTRIELLES SÉLECTIONNÉES

RÉSULTAT NET ET GLOBAL	31 août 2013	31 août 2012
Revenus d'opération	535 761 \$	1 021 931 \$
Frais de vente	201 306 \$	158 058 \$
Frais d'administration	310 079 \$	374 619 \$
Frais d'opération	200 155 \$	195 823 \$
Frais de développement	504 312 \$	309 542 \$
Frais financiers	101 726 \$	85 380 \$
Perte avant quote-part dans des coentreprises	(781 817) \$	(101 491) \$
Quote-part dans des coentreprises	(211 775) \$	- \$
Résultat net de base et dilué par action	(0,008) \$	(0,001) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	130 474 687	130 474 687

Les revenus d'opération pour le premier trimestre de l'exercice en cours totalisent 535 761 \$ comparativement à 1 021 931 \$ pour la période correspondante de l'exercice 2012. L'écart s'explique en partie par le parachèvement d'un contrat de développement spécifique de logiciel qui a généré des revenus d'opération de 240 615 \$ au cours du trimestre clos le 31 août 2012. De plus, il est à noter que les revenus d'opérations pour le premier trimestre sont historiquement inférieurs aux trois autres trimestres des exercices financiers de la société, en raison du facteur transitoire saisonnier en ce qui a trait à la signature de nouvelles ententes de service du réseau de communication ZoomMed durant cette période.

Tous les frais d'exploitation à l'exception des frais de développement totalisant 813 266 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2013 et 813 880 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2012 sont demeurés stables au cours des deux trimestres. Pour la société, les efforts pour le développement du marché américain ainsi que l'efficacité de ses effectifs sont demeurés une priorité.

Les frais de développement totalisent 504 312 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2013 comparativement à 309 542 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2012. L'augmentation constatée est expliquée principalement par les frais de développement reliés à PraxisLab. Depuis le début de l'exercice 2014, PraxisLab est en opération et les frais de développement sont comptabilisés à la dépense sauf les frais reliés au développement de nouvelles fonctionnalités, lesquels sont capitalisés.

La société affiche une perte avant quote-part dans des coentreprises de 781 817 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2013 et de 101 491 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2012. Cet écart s'explique en partie par le parachèvement d'un contrat de développement spécifique de logiciel qui a généré un revenu net, avant quote-part dans des coentreprises, de 240 615 \$ au cours du trimestre clos le 31 août 2012. La quote-part dans des coentreprises est composée de 50 % de la perte de EvEMR inc. soit 217 222 \$ et 50 % du profit de EvEMR International soit 5 447 \$.

La société a enregistré une perte par action de 0,008 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2013 et de 0,001 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2012.

## SITUATION FINANCIÈRE

SITUATION FINANCIÈRE	31 août 2013	31 mai 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	259 508 \$	365 824 \$
Immobilisations corporelles	59 873 \$	91 372 \$
Actifs incorporels	2 955 607 \$	3 025 163 \$
Participation dans une coentreprise	226 270 \$	438 045 \$
Actif total	3 954 713 \$	5 332 774 \$
Revenus reportés	667 778 \$	1 033 110 \$
Composante passif de la débenture convertible	1 488 096 \$	1 452 178 \$
Capitaux propres	1 165 396 \$	2 158 988 \$
Capital social	25 438 120 \$	25 438 120 \$

Aucune activité de financement n'a eu lieu au cours de la période de trois mois close le 31 août 2013 et au cours de l'exercice clos le 31 mai 2013. La variation nette de la trésorerie est principalement liée aux activités opérationnelles et aux activités de développement.

Les immobilisations corporelles connaissent une légère diminution depuis le 31 mai 2013 résultant de la dépense d'amortissement.

Les actifs incorporels ont aussi connu une diminution au cours de la période de trois mois close le 31 août 2013 et cette diminution est principalement attribuable au début de l'amortissement de PraxisLab.

Au 31 août 2013, la participation dans des coentreprises est de 226 270 \$, comparativement à 438 045 \$ au 31 mai 2013. La diminution est expliquée par la perte constatée dans EvEMR inc. au cours du même trimestre. La société détient 50 % des actions votantes et participantes de cette coentreprise.

Les revenus reportés totalisent 667 778 \$ au 31 août 2013 et 1 033 110 \$ au 31 mai 2013. La majorité des contrats sont pour une durée de 12 mois et doivent être reconnus linéairement sur la durée des ententes, ce qui génère des revenus reportés.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 1 165 396 \$ au 31 août 2013 et 2 158 988 \$ au 31 mai 2013. La baisse constatée est principalement attribuable à la perte pour la période de trois mois close le 31 août 2013.

## FLUX DE TRÉSORERIE ET FONDS PROPRES

FLUX DE TRÉSORERIE	31 août 2013	31 août 2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	12 348 \$	(479 844) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	- \$	- \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(118 664) \$	(104 263) \$
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(106 316) \$	(584 107) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	259 508 \$	880 607 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont été de 12 348 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2013 et de (479 844) \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2012.

Pour les périodes de trois mois closes le 31 août 2013 et 31 août 2012 aucune activité de financement n'a eu lieu.

Pour les périodes de trois mois closes les 31 août 2013 et 31 août 2012, les activités d'investissement sont liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles et à la capitalisation des frais de développement.



La variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant de ces trois catégories d'activités a été de (106 316) \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2013 et de (584 107) \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2012.

## PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES

### a) EvEMR Inc.

La coentreprise Américaine EvEMR inc., basée à Washington, D.C., commercialise à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale.

La société détient 50 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR sont les suivants :

	31 août 2013	31 mai 2013
	\$	\$
Actif courant	82 309	552 153
Actif non courant	2 349 680	2 529 925
<b>Total de l'actif</b>	<b>2 431 989</b>	<b>3 082 078</b>
Passif courant	24 091	494 236
Passif non courant	764 206	645 386
<b>Total du passif</b>	<b>788 297</b>	<b>1 139 622</b>
Actif net	1 643 692	1 942 456
Quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence	(1 600 728)	(1 600 728)
Amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence	177 859	44 465
Écart d'acquisition	-	51 852
Participation dans une coentreprise	220 823	438 045
Total des produits	-	-
Total des charges	350 617	118 035
<b>Total du résultat de la période</b>	<b>(350 617)</b>	<b>(118 035)</b>
Quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence	-	(1 600 728)
Amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence	133 395	44 465
<b>Quote-part du résultat net dans une coentreprise</b>	<b>(217 222)</b>	<b>(1 674 298)</b>

### b) EvEMR International

Depuis le 23 octobre 2012 la société détient 50 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR International qui a été mise sur pied pour la distribution des produits s'adressant aux professionnels en soins de santé comportementale à travers le monde. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR International sont les suivants :

	31 août 2013	31 mai 2013
	\$	\$
Actif courant	22 413	56 952
Actif non courant	264 247	132 236
<b>Total de l'actif</b>	<b>286 660</b>	<b>189 188</b>
Passif courant	1 668	608
Passif non courant	279 545	188 580
<b>Total du passif</b>	<b>281 213</b>	<b>189 188</b>
<b>Actif net</b>	<b>5 447</b>	<b>-</b>
<b>Participation dans une coentreprise</b>	<b>5 447</b>	<b>-</b>
	31 août 2013	31 mai 2013
	\$	\$
Total des produits	9 116	4 365
Total des charges	(3 669)	(4 365)
<b>Total du résultat de la période</b>	<b>5 447</b>	<b>-</b>
<b>Quote-part du résultat net dans une coentreprise</b>	<b>5 447</b>	<b>-</b>

## LIQUIDITÉS

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le Prescripteur ZRx, PraxisLab et le réseau de communication ZoomMed.

## ARRANGEMENT HORS BILAN

Il n'y a aucun arrangement hors bilan qui a ou est susceptible d'avoir une incidence sur les résultats d'opération ou sur la situation financière de la société.

## PARTIES LIÉES

### a) Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la société, y compris les administrateurs et certains cadres. Les principaux dirigeants participent au régime d'options d'achat d'actions. La rémunération salariale des principaux dirigeants pour la période de trois mois close le 31 août 2013 totalise 134 615 \$ (111 538 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2012). De plus, le 20 juillet 2012, 1 350 000 options d'achat d'actions à un prix d'exercice de 0,10 \$ pour une période de 5 ans ont été octroyées à ces principaux dirigeants et représentent un coût de rémunération à base d'actions de 54 000 \$.

## b) Opérations entre sociétés liées

Un administrateur de la société est associé d'un cabinet d'avocats qui a agi à titre de conseiller juridique de la société. Au cours de la période close le 31 août 2013 un montant de 4 264 \$ (1 924 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2012) a été versé au cabinet d'avocats.

Au cours de la période de trois mois close le 31 août 2013, la société n'a facturé aucun montant à une coentreprise. Au cours de la période de trois mois close le 31 août 2012, la société a facturé à une coentreprise 240 615 \$ à titre d'honoraires. Aucune somme n'est due pour les périodes closes les 31 août 2013 et 31 août 2012.

### Termes et conditions des opérations entre parties liées

Les soldes à la fin de la période sont non garantis et sans intérêts, le règlement se fait au comptant. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour aucun recevable ou payable entre les parties liées. Pour les périodes de trois mois closes les 31 août 2013 et 31 août 2012, la société n'a comptabilisé aucune dépréciation à l'égard des recevables dus par des parties liées. Cette évaluation est faite à chaque période financière en examinant l'état financier de la partie liée et le marché dans lequel la partie liée exerce ses activités.

Ces transactions ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale.

### ACTIONS, BONS ET OPTIONS EN CIRCULATION AU 25 OCTOBRE 2013

Actions ordinaires	130 474 687
Options en vertu du régime d'options d'achat d'actions	9 782 500

### NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR

#### Instruments financiers

En octobre 2010, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 9 « Instruments financiers » qui constitue l'achèvement du premier volet d'un projet en trois parties visant à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », par une nouvelle norme. Selon les récentes mises à jour apportées à IFRS 9, une entité qui choisit d'évaluer un passif à sa juste valeur devra présenter la part des variations de la juste valeur de ce passif qui est attribuable aux changements du risque de crédit propre à cette entité dans les autres éléments du résultat global ou dans la perte à l'état du résultat global plutôt que par le biais du résultat net.

Aussi, pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.

Cette norme s'appliquera aux états financiers des périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société n'a pas encore évalué l'incidence que pourraient avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

#### Entité publiante

En mai 2011, l'IASB a publié un ensemble de cinq normes portant sur le concept d'entité publiante, soit IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats », IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités », IAS 27 « États financiers individuels » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

**Consolidation** – IFRS 10 remplace toutes les dispositions précédentes relatives au contrôle et à la consolidation énoncées dans IAS 27 « États financiers individuels » et dans la SIC-12 « Consolidation – Entités ad hoc ». IFRS 10 vient modifier la définition du contrôle et propose une définition unique de la notion de contrôle, qui se caractérise par le fait de détenir le pouvoir sur l'entité et d'être exposé ou de détenir des droits à des rendements

variables de cette entité. Le pouvoir s'entend de la capacité de diriger les activités d'une façon qui puisse considérablement influencer sur les rendements. Les rendements doivent varier et peuvent être positifs ou négatifs, ou les deux.

**Partenariats** – IFRS 11 vient modifier la définition d'un accord conjoint de façon à ce qu'elle n'englobe que deux types d'accords : les activités conjointes et les coentreprises. Aux termes de cette norme, la méthode de la consolidation proportionnelle n'est plus permise pour comptabiliser les entités contrôlées conjointement, et le recours à la méthode de la mise en équivalence est obligatoire pour tous les participants à une coentreprise. Les entités prenant part à des activités conjointes utiliseront une méthode de comptabilisation très similaire à celle qui s'applique actuellement aux actifs conjoints ou aux activités conjointes.

**Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités** – IFRS 12 établit les exigences en matière d'information à fournir s'appliquant aux entités assujetties aux dispositions d'IFRS 10 et d'IFRS 11, remplaçant de ce fait les exigences d'information énoncées dans IAS 28. Aux termes d'IFRS 12, les entités doivent fournir de l'information qui aide les utilisateurs des états financiers à évaluer la nature, les risques et l'incidence financière des participations de l'entité dans des filiales, des entreprises associées, des accords conjoints et des entités structurées non consolidées.

**États financiers individuels** – La révision de la norme IAS 27 retire les concepts maintenant contenus dans IFRS 10, pour ne retenir dans la norme IAS 27 que les concepts relatifs aux états financiers individuels.

**Participations dans des entreprises associées et des coentreprises** – Des modifications ont été apportées à la norme IAS 28 pour incorporer les changements provenant de la publication d'IFRS 10 et IFRS 11, incluant le fait que les coentreprises doivent maintenant toujours être comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.

Ces normes s'appliqueront aux périodes comptables ouvertes le ou à compter du 1er janvier 2013 et leur adoption anticipée est autorisée. La société entend adopter ces nouvelles normes à compter de leur date d'entrée en vigueur. Elle étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.

### Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». Cette norme améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La norme IFRS 13 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société évalue actuellement l'incidence que pourraient avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

## ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats par nature incertains et susceptibles d'être modifiés. Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la société.



### **Durée d'utilité estimée**

La direction estime la durée d'utilité des immobilisations corporelles en fonction de la période pendant laquelle elle s'attend à pouvoir utiliser les actifs. Le montant et l'échéancier des dotations aux amortissements afférentes aux immobilisations corporelles pour une période donnée sont touchés par les durées d'utilité estimées. Les estimations sont révisées au moins une fois l'an et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique et commerciale.

### **Actifs incorporels**

Les valeurs attribuées aux actifs incorporels amortissables à durée d'utilité déterminée sont établies à partir d'estimations et d'hypothèses importantes.

Afin de déterminer si les actifs incorporels identifiables ont subi une perte de valeur après leur acquisition, la direction procède à des évaluations fondées sur des estimations comprenant notamment les flux de trésorerie futurs ajustés au risque. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après les prévisions de l'entité, la conjoncture et les perspectives commerciales et sont donc par nature fondées sur un jugement. Les hypothèses utilisées dans l'évaluation des pertes de valeur pourraient être modifiées par des événements futurs, ce qui pourrait affecter significativement les résultats d'opération futurs de la société en raison d'une augmentation des pertes de valeur, ou de leur reprise, ou d'ajustements aux charges d'amortissement.

### **Juste valeur des options d'achat d'actions**

La direction doit faire preuve de jugement pour établir la juste valeur des options d'achat d'actions, notamment en ce qui concerne le choix d'un modèle d'établissement de prix, l'estimation de la volatilité du cours de l'action et la durée prévue des instruments sous-jacents. Tout changement visant les estimations ou les données utilisées pour déterminer la juste valeur pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'opération ou les autres composantes des capitaux propres de la société dans le futur.

### **Aide gouvernementale**

La société a le droit de recevoir une aide publique sous la forme de crédits d'impôt et de subventions pour la recherche et le développement. Le montant de cette aide publique est porté en réduction des dépenses correspondantes et du coût de l'actif acquis. Des crédits d'impôt sont accordés pour les dépenses de recherche et de développement admissibles, lesquelles comprennent les frais directs et indirects, ainsi qu'un montant raisonnable de frais généraux. Les subventions sont attribuées sous réserve du respect des termes et conditions des ententes connexes. L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société a rempli les exigences du programme de subvention approuvé ou, pour ce qui est des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.

### **Continuité d'exploitation**

L'évaluation de la capacité de la société de réaliser sa stratégie par le financement de ses besoins futurs en fonds de roulement implique de porter des jugements. La situation actuelle indique l'existence d'une incertitude susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. De plus amples informations au sujet de la continuité de l'exploitation sont présentées à la note 2.

## **DÉBENTURE CONVERTIBLE**

Le 30 septembre 2011, la société a émis une débenture convertible garantie pour un montant nominal de 1 500 000 \$, et cette débenture est convertible à la seule discrétion de son détenteur en actions ordinaires du capital social de la société sur la base d'une action ordinaire par 0,15 \$ du montant principal de la débenture convertible. De plus, 10 000 000 bons de souscription ont été émis. Chaque bon de souscription permettra à son détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,15 \$ par action pour une période de 24 mois suivant la date de clôture. La débenture convertible viendra à échéance 24 mois suivant la date de clôture ou à une date antérieure, telle que déterminée selon le mécanisme de rachat. Sujet à certaines conditions, la débenture est remboursable avant terme, en tout ou en partie, par la société suivant un préavis écrit de 30 jours au souscripteur et à la suite duquel le souscripteur peut choisir d'exercer son droit de conversion en tout ou en partie. La débenture



convertible porte un intérêt nominal au taux de 15 % par année et vient à échéance en septembre 2013. La débenture convertible est garantie par une hypothèque mobilière sur les actifs de la société et une note promissoire.

Le 18 octobre 2013, la société a procédé à la clôture d'une nouvelle débenture garantie, ainsi qu'au remboursement de la débenture convertible existante. Voir la description sommaire des modalités de la nouvelle débenture décrite à la section événement postérieur à la date de clôture.

Le produit net tiré de l'émission de la débenture convertible a été séparé en une composante passif et une composante capitaux propres, qui représente le montant résiduel attribuable à l'option de conversion du passif en capitaux propres de la société, comme le montre le tableau suivant :

Produit brut de l'émission	1 500 000 \$
Juste valeur de la composante passif à la date d'émission pour un instrument financier similaire non assorti d'un privilège de conversion	(1 425 797)
<u>Juste valeur de la composante capitaux propres</u>	<u>74 203 \$</u>

Les frais d'émission ont été alloués de façon proportionnelle entre la composante passif et la composante capitaux propres. La composante passif de 1 262 140 \$, nette des frais d'émission de 163 657 \$, est mesurée à un coût amorti utilisant la méthode du taux effectif de 25,35 %. La composante capitaux propres de 65 686 \$ nette des frais d'émission de 8 517 \$ est libellée sous composante capitaux propres de la débenture convertible dans les capitaux propres.

La charge d'intérêt sur cet emprunt est calculée par application d'un taux d'intérêt effectif de 25,35 %. La composante passif est évaluée au coût amorti. L'écart entre la valeur comptable de la composante passif à la date d'émission de 1 262 140 \$ et le montant présenté dans l'état consolidé de la situation financière au 31 août 2013 de 1 488 096 \$ (1 452 178 \$ au 31 mai 2013) représente le taux d'intérêt effectif moins les intérêts payés à cette date

## RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

Les actionnaires de la société ont adopté une résolution approuvant le régime d'options d'achat d'actions variable de 10 % lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 23 novembre 2012. Le régime d'options d'achat d'actions prévoit que les modalités et conditions des options et le prix de levée des options seront déterminés par les administrateurs sous réserve des restrictions de prix et autres exigences imposées par la Bourse. L'attribution d'options d'achat d'actions octroyées par le régime ne peut excéder une période de cinq ans et le prix d'exercice doit être acquitté en entier avant l'émission des actions.

### Transaction de la période de trois mois close le 31 août 2013

Aucune transaction n'a eu lieu au cours du premier trimestre clos le 31 août 2013.

### Transaction de l'exercice clos le 31 mai 2013

En juillet 2012, la société a octroyé 3 830 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 3 830 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,10 \$ l'action pour une période de cinq ans.

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice clos le 31 mai 2013 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

Date	20 juillet 2012
Quantité	3 830 000
Valeur de l'action	0,045 \$
Rendement prévu de l'action	Néant
Volatilité prévue	158 %
Taux d'intérêt sans risque	1,15 %
Durée prévue	60 mois

Le coût de rémunération à base d'actions pour le régime représente une charge non récurrente de 153 200 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013.

## ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 18 octobre 2013, la société a procédé à la clôture d'une débenture garantie, d'un capital global n'excédant pas 2 000 000 \$, ainsi qu'au remboursement de la débenture convertible existante au montant de 1 500 000 \$.

La nouvelle débenture garantie est remboursable au 31 décembre 2014 et porte intérêts à un taux de 17% par année. Cette débenture est assortie d'une prime en actions, conformément à la politique 5.1 de la Bourse de croissance TSX. La société a octroyé au prêteur, en garantie du paiement et de l'exécution des obligations découlant de la convention de crédit, une sûreté en faveur du prêteur grevant l'universalité des actifs présents et futurs de la société, corporels et incorporels.

Les modalités de cette nouvelle débenture sont sujettes à l'approbation de la Bourse de croissance TSX.

## INFORMATION SECTORIELLE

La société est organisée en deux secteurs primaires qui sont les zones géographiques Canada et États-Unis.

### Informations relatives aux principaux clients

Les produits des activités ordinaires résultant de transactions avec deux clients franchissent un seuil de 10 % du total des produits des activités ordinaires. Ces deux clients représentent respectivement 181 354 \$ et 223 033 \$ des revenus totaux de la société pour la période de trois mois close le 31 août 2013. Pour la période de trois mois close le 31 août 2012, les produits des activités ordinaires résultant de transactions avec trois clients franchissaient un seuil de 10 % du total des produits des activités ordinaires. Ces trois clients représentaient respectivement 183 750 \$, 204 681 \$ et 240 615 \$ des revenus totaux de la société.

Au cours de la période de trois mois close le 31 août 2013, les produits des activités ordinaires provenant de plusieurs clients du secteur Canada de la société représentent 535 761 \$ ou 100 % (781 296 \$ ou 76 % en 2012) par rapport au total de ses produits des activités ordinaires.

### Informations relatives aux produits

Les produits provenant de clients externes, présentés précédemment, proviennent des contrats signés auprès des compagnies pharmaceutiques et des honoraires de développement.

Ils peuvent être analysés selon les regroupements suivants :

	31 août 2013	Canada	États-Unis	Total
<b>Produits</b>				
Produit des opérations		535 761	-	535 761

  

	31 août 2012	Canada	États-Unis	Total
<b>Produits</b>				
Produit des opérations		781 316	240 615	1 021 931

## RISQUES ET INCERTITUDES

La société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. La société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de taux d'intérêt, au risque du marché, au risque de liquidité et au risque de personnel clé.

## a) Risques associés aux instruments financiers

### Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour la société si un débiteur manque à son obligation. Ce risque provient principalement du crédit que la société consent à ses clients dans le cours normal de ses activités.

Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et l'état consolidé de la situation financière tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas significatif.

### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises.

Dans le cours normal de ses opérations, la société est exposée au risque lié aux variations de taux de change du dollar américain.

Au 31 août 2013, la société détient le solde suivant en dollar américain converti : encaisse : 133 623 \$. Au 31 mai 2013, les soldes en dollar américain convertis étaient l'encaisse : 290 603 \$ et les comptes clients : 925 800 \$.

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est présent en période de fluctuation des taux et lorsque des écarts sont prévus dans l'appariement des flux monétaires entre les actifs et les passifs.

La société n'a pas de dette qui porte intérêts à des taux variables. De plus, elle investit en partie ses liquidités, à taux garanti, dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations liées aux passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement en regard de ses créiteurs et de sa débenture convertible.

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le Prescripteur ZRx, PraxisLab et le réseau de communication ZoomMed.

## b) Autres risques

### Risque du marché

Les rendements futurs de la société dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

### **Risque du personnel clé**

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de la société. Elle est d'avis qu'elle a réussi à recruter de l'excellent personnel pour l'aider à atteindre ses objectifs, mais avec la croissance de ses activités, il est possible qu'elle ait besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de la recherche et développement, ainsi que de la mise en marché. Bien que la société croie qu'elle pourra attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

### **INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE**

La société diffuse ses états financiers consolidés, ses rapports de gestion, ses communiqués de presse ainsi que tout autre document réglementaire, via la base de données SEDAR, à l'adresse Internet suivante [www.sedar.com](http://www.sedar.com).